

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 29, Titre V, Partie I

Déposée par M. Jacques FLOCH, Membre suppléant

Article 29 : La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union

Insérer après le paragraphe 8 de l'article 29, le paragraphe suivant :

- « 1. En cas d'incapacité du Conseil européen et du Conseil à adopter des décisions, notamment celles relatives à l'identification des intérêts stratégiques de l'Union et des objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune, un groupe d'Etats peut établir une coopération renforcée dans le cadre de l'Union.*
- 2. La coopération renforcée a pour but de sauvegarder les valeurs et de servir les intérêts de l'Union en affirmant son identité en tant que force cohérente et responsable sur la scène internationale.*
- 3. Les Etats qui proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée adressent une demande en ce sens au Ministre européen des affaires étrangères.*
- 4. La Commission vérifie dans un délai raisonnable que la coopération envisagée s'inscrit dans le respect de l'Union et de l'affirmation de ses valeurs et de ses objectifs fondamentaux.*
- 5. L'autorisation est accordée par le Conseil statuant à la majorité des Etats membres*
- 6. Un membre du Conseil peut demander que le Conseil européen soit saisi. Après examen, le Conseil statue comme prévu au point 5 de cet article.*
- 7. la coopération renforcée est ouverte à tout Etat membre pour autant qu'il remplisse les éventuels critères de capacités.*
- 8. La coopération renforcée s'appuie sur le dispositif institutionnel du traité, mais seuls les représentants des Etats membres participants à la coopération prennent part à l'adoption des décisions.*
- 9. Le Ministre européen des affaires étrangères est étroitement associé à la mise en œuvre de la coopération renforcée.*

Explication éventuelle :

